

et le reste du monde, et nous devons nous souvenir que notre objectif principal est de changer les opinions et les comportements à l'intérieur même de l'Afrique du Sud.

Il nous faudra pour cela faire preuve d'une grande fermeté dans notre condamnation de l'apartheid et être déterminés à trouver les moyens de réunir toutes les parties intéressées dans une même réforme.

L'évêque Tutu s'est offert à rencontrer le Président de la République d'Afrique du Sud. J'applaudis à cette initiative et je ressens un certain encouragement face à ce qui peut être interprété comme une réponse positive de la part des autorités sud-africaines. D'autres mesures du genre de la part de l'Afrique du Sud permettraient à la situation de progresser et réduiraient les risques de violence.

C'est d'abord avec les leaders qui ont la confiance de la communauté noire qu'il faut engager un dialogue sérieux. La libération de Nelson Mandela et sa participation à un tel dialogue constitueraient un pas important vers la confiance et la réforme pacifique.

Le gouvernement du Canada demande instamment à l'Afrique du Sud de mettre fin aux arrestations et aux détentions sans procès de ceux qui ont organisé des protestations non violentes ou qui y ont participé. L'emprisonnement de centaines de personnes ne constitue pas le moyen idéal d'amorcer un dialogue. Ceux qui sont détenus et forcés au silence ne peuvent ni contribuer à la réconciliation ni aider à instaurer une association juste et véritable. Dans l'intérêt d'une réforme pacifique et en tant que prélude à un dialogue ouvert, nous demandons instamment au gouvernement d'Afrique du Sud de déclarer sans équivoque que son objectif est de mettre fin à l'apartheid et de le remplacer par un système fondé sur l'égalité et la pleine participation.

Personne ne se méprend sur la détermination du Commonwealth de mettre fin à l'apartheid. Cette détermination reste d'une clarté indubitable. Nous faisons face à une responsabilité nouvelle, maintenant que les événements prennent une nouvelle tournure et que le choix se limite entre une réforme violente et une réforme non violente. Cette responsabilité est d'explorer chaque voie qui pourra nous mener rapidement à la réforme et de faire appel à notre influence et à notre expérience particulières afin de préparer l'avenir, une fois l'apartheid démantelé.